

Puissante en rêve,
impuissante
en réalité ?

A PRES le tout frais référendum irlandais, positif pour l'avenir de l'Union, nous voici revenus au diction : « Quand tout va bien, l'Europe peut se donner des allures d'union, avec hymne et drapeau. Mais quand tout va mal, on l'a vu, les emblèmes nationaux ressuscitent et l'Europe redevient ce qu'elle est vraiment : puissante en rêve, impuissante en vrai. » Un groupe d'Etats, liés par un tissu de traités, ne crée pas une fédération, encore moins une conscience commune plus forte que celle des nations du Vieux Continent prises individuellement. Il faudra surmonter un jour cette déficience et, s'il fallait des chocs majeurs pour que chacun en soit conscient, c'est fait. Il se pourrait même, rêvons un peu, que la pertinence de l'idée européenne en sorte renforcée.

En attendant, depuis l'évitement de la mort prématurée du traité de Lisbonne, depuis le « non » socialiste à la réunion du Congrès de Versailles (boycott du Congrès de modification de la constitution préalable à la ratification du traité, le PS étant favorable à un référendum et hostile à la méthode Sarkozy, la majorité des 3/5 étant requise, en date du 9 janvier 2008), depuis la fin de la présidence sarkozienne de l'Union, depuis l'atténuation de la récession économique européenne, et depuis le nouveau vote positif des Irlandais, force est de constater que la seule institution européenne « fédérale » qui ait été en mesure d'apporter une part, mais une part seulement, de réponse à une crise économique sans précédent a été la Banque centrale européenne. Mais son action, si efficace soit-elle, s'est inscrite dans les limites de ce que peut faire une banque centrale : fournir des liquidités aux banques sans rien résoudre de leurs problèmes de fonds propres.

C'est toute la différence avec ce qui s'est mis en place aux Etats-Unis, après le plan Paulson, une vaste poubelle dans laquelle les banques US ont pu déverser les actifs « toxiques » que contenaient leurs bilans. Faute de l'existence de semblable mécanisme, l'Europe a semblé, au plus fort de la tourmente économique et financière, marcher sur une jambe. Les grands Etats européens ont également compris – certains, comme l'Allemagne de Merkel plus tardivement que d'autres car plus exposés – qu'ils devaient se tenir prêts à intervenir pour empêcher une faillite aux effets cataclysmiques. Le risque étant celui-ci : confronté à une défaillance majeure, un Etat européen, seul, n'a pas les moyens de faire face à une déflagration systémique en chaîne.

Ce cauchemar de l'Europe est, dans une moindre mesure, transposable à d'autres secteurs. L'Europe peine à définir une politique commune de l'immigration, la politique agricole commune (PAC) qu'elle avait révisée, ainsi que les quotas afférents dans le secteur du lait par exemple, lui ménagent, actuellement, quelques sueurs froides. Car, en matière de régulation économique, les commissaires européens sont plutôt « libéraux » et technocratiques (une difficile alliance) – mais globalement leur souci commun est de promouvoir la libre-concurrence et de faire tomber les barrières – et les élus, soucieux naturellement de leurs électeurs et de satisfaire les lobbies, beaucoup plus pragmatiques et nettement moins adeptes de la rigueur et de la rationalité. Il serait absurde et réducteur de parler d'un combat de l'Europe des peuples contre la Commission de Bruxelles. L'analyse demande à être affinée et approfondie.

La présidence française de l'Union européenne a mis l'Europe des citoyens à son agenda mais les Français par exemple se considèrent-ils comme citoyens européens ? Un sondage réalisé les 22 et 23 juillet 2008 par TNS Sofres pour le collectif d'associations civisme et démocratie (Cidem) révélait que deux Français sur cinq se sentaient vraiment Européens, même s'ils manquaient de connaissances de base sur le fonctionnement de l'Union européenne. Et 54 % des sondés avouaient se sentir encore plus Européens s'ils pouvaient voter pour un président de l'Union européenne, ce qui, même après la ratification du traité de Lisbonne, n'était pas envisagé. Seule l'année 1999 a été marquée par un éloignement sensible des Français à l'égard de l'Europe. Mais ce fut le résultat d'une campagne électorale dominée par la liste souverainiste menée par Charles Pasqua et Philippe de Villiers, aux accents très anti-Bruxelles. Depuis, le sentiment de citoyenneté européenne s'est redressé sans discontinuer, porté notamment par l'adoption de l'euro, mais aussi par le référendum sur le traité constitutionnel qui, en 2005, a plongé les Français (et cela fut heureux) dans une longue réflexion sur l'Europe et l'Union européenne. Malheureusement, les élections européennes qui n'ont jamais beaucoup mobilisé restent « très mal identifiées » en France, rappelait alors la directrice associée à la Sofres. Souvenons-nous aussi de la position ambiguë de Fabius, impulsant le « non » à l'Europe pour cause de recherche de souveraineté au sein du Parti socialiste français, ce qui divisa le PS qui n'en avait guère besoin et troubla les esprits du « peuple de gauche ».

Ainsi donc, aujourd'hui, Fredrik Reinfeldt, Premier ministre suédois, président en exercice de l'UE, est amené à « faire pression » sur Vaclav Klaus pour qu'il signe le traité de Lisbonne. L'obstacle est plus net, visant David Cameron, sachant que ce dernier a promis un référendum dans son pays sur le traité, en cas de victoire du Parti conservateur britannique. La question chypriote aussi n'est pas réglée. Quant à la Turquie... Bref, il est vain de penser violer la Nature humaine : mais il n'en demeure pas moins que certains esprits sont tentés par l'inaccessible étoile. A leurs risques et périls.

Marie-Pierre BOULIGAUD

DOSSIER

2009, la vraie crise immobilière ?



La Chambre des notaires de la Loire a rendu publiques ses statistiques annuelles fin septembre. Si les prix s'étaient maintenus en 2008, la tendance pour cette année est à la baisse, après 10 années de hausse spectaculaire. Les flux des ventes, quant à eux, s'effondrent.

page 10

GRAND ROANNE AGGLOMERATION

La nouvelle Halle Vacheresse dévoilée

Principal dossier du Conseil communautaire lundi soir, le projet d'agrandissement de la Halle André-Vacheresse. Les élus ont présenté publiquement et visuellement, cette fois, l'extension qui portera la capacité de la salle à 5 000 places en avril 2011.



page 12

ECONOMIE

La Ferme Collet lance sa production à Renaison



page 11

ENFANCE MALTRAITEE

Une mère de famille écroulée

page 8

CHARTRE PARTENARIALE

Quand la formation évite les licenciements

page 2

GRUES

La stratégie de Manitowoc

page 2

RECIDIVE

Yves Nicolin en héraut de la castration chimique

page 8

SECURITE ROUTIERE

Un livret pour gagner du temps et des vies

page 12

FESTIVAL

Lettres latino-américaines à Ambierle

page 7

PEUGEOT, VAINQUEUR DES 24H DU MANS 2009 VOUS INVITE A ESSAYER TOUTE SA GAMME

107 URBAN 5 portes **6990€^{***}**
BONUS écologique de 700€ + prime à la casse Peugeot de 1.000€ déduits^{***}

BIPPER TEPEE CONFORT HDi 70 **10490€^{***}**
BONUS écologique de 700€ + prime à la casse Peugeot de 1.000€ déduits^{***}



LE MOIS DES ESSAIS DECISIFS

www.sagg.peugeot.fr

Votre concessionnaire PEUGEOT

SAGG

- ROANNE-RIORGES
route de Paris - **04.77.44.88.00**
- COURS - LA VILLE
av. Pierre-de-Coubertin - **04.74.89.98.98**
- AMPLEPUIS
Z.A. Chavanis - **04.74.89.44.63**



(*) (2) Somme restant à payer pour l'achat : (1) d'une 107 Urban 1 essence, 5 portes, neuve, hors option, déductions faites d'une remise de 860 € sur le tarif Peugeot DTC conseillé du 29 juin 2009, du bonus écologique de 700 € et de la prime à la casse Peugeot de 1.000 €. d'un Bipper Tepee Confort 1.4i HDi 70 ch, neuf, hors option, déductions faites d'une remise de 1.760 € sur le tarif Peugeot DTC conseillé du 29 juin 2009, du bonus écologique de 700 € et de la prime à la casse Peugeot de 1.000 €. Offre réservée aux particuliers valable du 01/09/09 au 31/10/09 dans le réseau Peugeot participant. (2) Prime à la casse Peugeot de 1.000 € pour la reprise d'un véhicule de 8 à 10 ans destiné à la casse. Consommation mixte (en l/100 km) : (1) 4,5 - (2) 4,5. Emissions de CO2 (en g/km) : (1) 106 - (2) 119.